

OPINION

La bataille de fond d'une génération

Jonathan Plamondon, Président de Force Jeunesse

Julien Gagnon, Président de la Commission-Jeunesse du PLQ

Édition [du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009](#)

Mots clés : Monique Jérôme-Forget, Énoncé économique, Fonds des générations, Gouvernement, Économie, Québec (province)

Dans son énoncé économique du mois de janvier dernier, la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, annonçait qu'une «option possible pour compenser un manque à gagner aux revenus pourrait être de suspendre temporairement les versements annuels au Fonds des générations». Pour sa part, l'ADQ s'est toujours opposée à l'existence du Fonds des générations, alors que, de son côté, le Parti québécois a récemment suggéré d'en suspendre les versements. Québec solidaire a même proposé d'y puiser des fonds. Les mots nous manquent pour exprimer la force de notre préoccupation devant ces propositions, qui ne manqueraient pas d'être perçues, par toute une génération, comme autant de coups durs.

La Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations, adoptée et sanctionnée en 2006, prévoit, comme son nom l'indique, l'institution du Fonds des générations, dont l'objectif est de réduire le niveau de la dette du Québec en fonction du PIB à 25 % d'ici 2026. Comme le souligne le fascicule *Le Fonds des générations: pour favoriser l'équité entre les générations, la pérennité des programmes sociaux et la prospérité*, produit par le ministère des Finances en 2006, «l'endettement élevé du Québec pourrait se justifier s'il avait servi, pour l'essentiel, à financer des immobilisations ou des mises de fonds rentables dans les sociétés d'État à vocation économique. Les générations futures auraient alors profité, en contrepartie de cette dette, de bénéfices appréciables. Or, ce n'est pas le cas.» En effet, les dépenses budgétaires à la source de la dette du Québec furent pour l'essentiel des dépenses courantes, ces fameuses «dépenses d'épicerie». Le problème d'équité intergénérationnelle est clair: comment justifier que des dépenses d'épicerie d'une génération doivent être remboursées par la génération de ses enfants qui n'en ont pourtant pas ou presque pas profité?

En 2006, le gouvernement libéral avait donné suite aux revendications de la Commission-Jeunesse du PLQ et de Force Jeunesse, entre autres groupes jeunes, qui avaient traité à cette question intergénérationnelle. D'une part, cet engagement responsable avait alors été perçu comme une mesure courageuse et avant-gardiste en matière de lutte contre la

dette et avait été salué par une majorité de représentants de la jeunesse québécoise. D'autre part, elle a donné l'occasion au gouvernement de se façonner une bonne réputation dans le dossier de la dette. En effet, les agences de notation Moody's et DBRS, en juin 2006, avaient alors ciblé le Fonds des générations et la stratégie claire de réduction de la dette qu'il sous-tendait comme «l'un des facteurs-clés de l'amélioration de la qualité du crédit» du gouvernement. Dans ce contexte, il nous apparaît évident que renoncer aux versements prévus au Fonds des générations affecterait sérieusement la capacité actuelle et future du gouvernement à maîtriser l'évolution de la dette du Québec. Il faut rappeler notre sérieux dans cet objectif à long terme en évitant de l'abandonner au premier spectre d'une récession, quelque sérieuse qu'elle soit.

Le gouvernement n'avait-il pas prévu qu'entre 2006 et 2026 des perturbations économiques arriveraient à un moment donné? D'ailleurs, selon le ministère des Finances (2006), même un déficit n'est pas suffisant pour justifier l'abandon des versements au Fonds des générations. En effet, les fonds qui y sont déposés fructifient «selon un taux de rendement plus élevé que celui payé par le gouvernement sur ses emprunts». En ce sens, même en situation économique difficile, le gouvernement gagne à y investir. Rien ne doit justifier que la classe politique actuelle fasse fi des revendications d'une nouvelle génération qui, demain, prendra les rênes de la destinée du Québec.

Jamais dans l'histoire du Québec notre jeune génération n'a eu autant besoin d'un engagement ferme de son gouvernement, notamment devant le sérieux problème que pose la dette pour notre avenir.

Publicité - Un produit ou un service ?

Recherche

